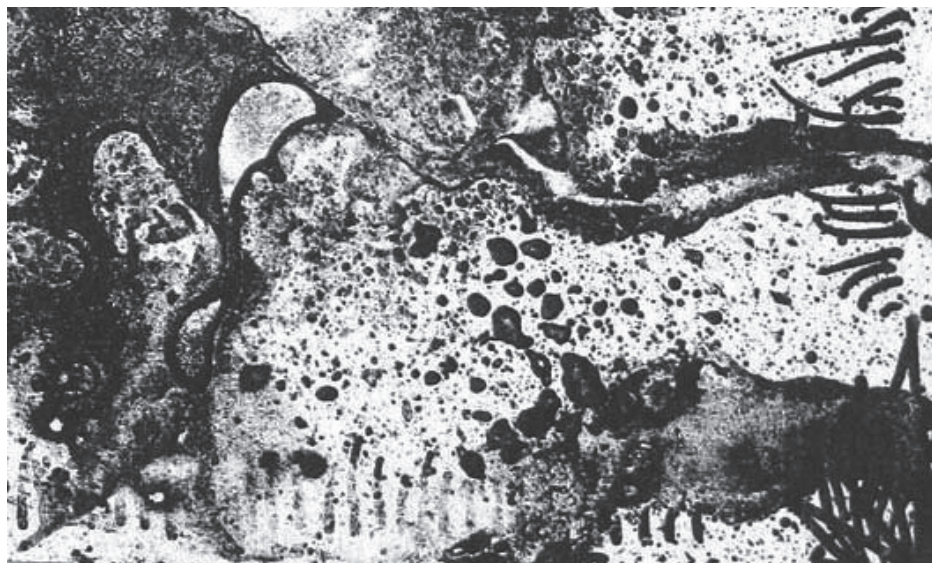


SIMONE WEIL
Réflexions sur la guerre



Réflexions sur la guerre, Simone Weil, *La Critique sociale*, n°10, novembre 1933

Novembre 2023

Réflexions sur la guerre (1933)

La situation actuelle et l'état d'esprit qu'elle suscite ramènent une fois de plus à l'ordre du jour le problème de la guerre. On vit présentement dans l'attente perpétuelle d'une guerre ; le danger est peut-être imaginaire, mais le sentiment du danger existe, et en constitue un facteur non négligeable. Or, on ne peut constater aucune réaction si ce n'est la panique, moins panique des courages devant la menace du massacre que panique des esprits devant les problèmes qu'elle pose. Nulle part le désarroi n'est plus sensible que dans le mouvement ouvrier. Nous risquons, si nous ne faisons pas un sérieux effort d'analyse, qu'un jour proche ou lointain la guerre nous trouve impuissants, non seulement à agir, mais même à juger. Et tout d'abord il faut faire le bilan des traditions sur lesquelles nous avons jusqu'ici vécu plus ou moins consciemment.

Jusqu'à la période qui a suivi la dernière guerre, le mouvement révolutionnaire, sous ses diverses formes, n'avait rien de commun avec le pacifisme. Les idées révolutionnaires sur la guerre et la paix se sont toujours inspirées des souvenirs de ces années 1792-93-94 qui furent le berceau de tout le mouvement révolutionnaire du XIXe siècle. La guerre de 1792 apparaissait, en contradiction absolue avec la vérité historique, comme un élan victorieux qui, tout en dressant le peuple français contre les tyrans étrangers, aurait du même coup brisé la domination de la Cour et de la grande bourgeoisie pour porter au pouvoir les représentants des masses laborieuses. De ce souvenir légendaire, perpétué par le chant de la *Marseillaise*, naquit la conception de la guerre révolutionnaire, défensive et offensive, comme étant non seulement une forme légitime, mais une des formes les plus glorieuses de la lutte des masses travailleuses dressées contre les oppresseurs. Ce fut là une conception commune à tous les marxistes et à presque tous les révolutionnaires jusqu'à ces quinze dernières années. En revanche, sur l'appréciation des autres guerres, la tradition socialiste nous fournit non pas une conception, mais plusieurs, contradictoires, et qui n'ont pourtant jamais été opposées clairement les unes aux autres.

Dans la première moitié du XIXe siècle, la guerre semble avoir eu par elle-même un certain prestige aux yeux des révolutionnaires qui, en France par exemple, reprochaient vivement à Louis-Philippe sa politique de paix

; Proudhon écrivait alors un éloge éloquent de la guerre ; et l'on rêvait de guerres libératrices pour les peuples opprimés tout autant que d'insurrections. La guerre de 1870 força pour la première fois les organisations prolétariennes, c'est-à-dire, en l'occurrence, l'Internationale, à prendre position d'une manière concrète sur la question de la guerre ; et l'Internationale, par la plume de Marx, invita les ouvriers des deux pays en lutte à s'opposer à toute tentative de conquête, mais à prendre part résolument à la défense de leur pays contre l'attaque de l'adversaire.

C'est au nom d'une autre conception qu'Engels, en 1892, évoquant avec éloquence les souvenirs de la guerre qui avait éclaté cent ans auparavant, invitait les social-démocrates allemands à prendre part de toutes leurs forces, le cas échéant, à une guerre qui eût dressé contre l'Allemagne la France alliée à la Russie. Il ne s'agissait plus de défense ou d'attaque, mais de préserver, par l'offensive ou la défensive, le pays où le mouvement ouvrier se trouve être le plus puissant et d'écraser le pays le plus réactionnaire. Autrement dit, selon cette conception, qui fut également celle de Plekhanov, de Mehring et d'autres, il faut, pour juger un conflit, chercher quelle issue serait la plus favorable au prolétariat international, et prendre parti en conséquence.

À cette conception s'en oppose directement une autre, qui fut celle des bolcheviks et de Spartacus, et selon laquelle, dans toute guerre, à l'exception des guerres nationales ou révolutionnaires, selon Lénine, à l'exception des guerres révolutionnaires seulement selon Rosa Luxembourg, le prolétariat doit souhaiter que son propre pays soit vaincu et en saboter la lutte. Cette conception, fondée sur la notion du caractère impérialiste par lequel toute guerre, sauf les exceptions rappelées ci-dessus, peut être comparée à une querelle de brigands se disputant un butin, ne va pas sans de sérieuses difficultés ; car elle semble briser l'unité d'action du prolétariat international en engageant les ouvriers de chaque pays, qui doivent travailler à la défaite de leur propre pays, à favoriser par là même la victoire de l'impérialisme ennemi, victoire que d'autres ouvriers doivent s'efforcer d'empêcher. La célèbre formule de Liebknecht : « Notre principal ennemi est dans notre propre pays » fait clairement apparaître cette difficulté en assignant aux diverses fractions nationales du prolétariat un ennemi différent, et en les opposant ainsi, du moins en apparence, les unes aux autres.

On voit que la tradition marxiste ne présente, en ce qui concerne la guerre, ni unité ni clarté. Un point du moins était commun à toutes les théories, à savoir le refus catégorique de condamner la guerre comme telle. Les marxistes, et notamment Kautsky et Lénine, paraphrasaient volontiers la

formule de Clausewitz selon laquelle la guerre ne fait que continuer la politique du temps de paix, mais par d'autres moyens, la conclusion étant qu'il faut juger une guerre non par le caractère violent des procédés employés, mais par les objectifs poursuivis au travers de ces procédés.

L'après-guerre a introduit dans le mouvement ouvrier non pas une autre conception, car on ne saurait accuser les organisations ouvrières ou soi-disant telles de notre époque d'avoir des conceptions sur quelque sujet que ce soit, mais une autre atmosphère morale. Déjà en 1918, le parti bolchevik, qui désirait ardemment la guerre révolutionnaire, dut se résigner à la paix, non pour des raisons de doctrine, mais sous la pression directe des soldats russes à qui l'exemple de 1793 n'inspirait pas plus d'émulation évoqué par les bolcheviks que par Kérénski. De même dans les autres pays, sur le plan de la simple propagande, les masses meurtries par la guerre contraignirent les partis qui se réclamaient du prolétariat à adopter un langage purement pacifiste, langage qui n'empêchait pas d'ailleurs les uns de célébrer l'armée rouge, les autres de voter les crédits de guerre de leur propre pays. Jamais, bien entendu, ce langage nouveau ne fut justifié par des analyses théoriques, jamais même on ne sembla remarquer qu'il était nouveau. Mais le fait est qu'au lieu de flétrir la guerre en tant qu'impérialiste, on se met à flétrir l'impérialisme en tant que fauteur de guerres. Le soi-disant mouvement d'Amsterdam, théoriquement dirigé contre la guerre impérialiste, dut, pour se faire écouter, se présenter comme dirigé contre la guerre en général. Les dispositions pacifiques de l'U.R.S.S. furent mises en relief, dans la propagande, plus encore que son caractère prolétarien ou soi-disant tel. Quant aux formules des grands théoriciens du socialisme sur l'impossibilité de condamner la guerre comme telle, elles étaient complètement oubliées.

Le triomphe de Hitler en Allemagne a pour ainsi dire fait remonter à la surface toutes les anciennes conceptions, inextricablement mélangées. La paix apparaît comme moins précieuse du moment qu'elle peut comporter les horreurs indicibles sous le poids desquelles gémissent des milliers de travailleurs dans les camps de concentration d'Allemagne. La conception exprimée par Engels dans son article de 1892 reparaît. L'ennemi principal du prolétariat international n'est-il pas le fascisme allemand, comme il était alors le tsarisme russe ? Ce fascisme, qui fait tache d'huile, ne peut être écrasé que par la force ; et, puisque le prolétariat allemand est désarmé, seules les nations restées démocratiques peuvent s'acquitter, semble-t-il, de cette tâche.

Peu importe au reste qu'il s'agisse d'une guerre de défense ou d'une « guerre préventive » ; mieux vaudrait même une guerre préventive ; Marx

et Engels n'ont-ils pas essayé, à un moment donné, de pousser l'Angleterre à attaquer la Russie ? Une semblable guerre n'apparaîtrait plus, pense-t-on, comme une lutte entre deux impérialismes concurrents, mais entre deux régimes politiques. Et, tout comme faisait le vieil Engels en 1892, en se souvenant de ce qui s'était passé cent ans plus tôt, on se dit qu'une guerre forcerait l'État à faire des concessions sérieuses au prolétariat ; et cela d'autant plus que, dans la guerre qui menace, il y aurait nécessairement conflit entre l'État et la classe capitaliste, et sans doute des mesures de socialisation poussées assez loin. Qui sait si la guerre ne porterait pas ainsi automatiquement les représentants du prolétariat au pouvoir ? Toutes ces considérations créent dès maintenant, dans les milieux politiques qui se réclament du prolétariat, un courant d'opinion plus ou moins explicite en faveur d'une participation active du prolétariat à une guerre contre l'Allemagne ; courant encore assez faible, mais qui peut aisément s'étendre. D'autres s'en tiennent à la distinction entre agression et défense nationale ; d'autres à la conception de Lénine ; d'autres enfin, encore nombreux, restent pacifistes, mais, pour la plupart plutôt par la force de l'habitude que pour toute autre raison. On ne saurait imaginer confusion pire.

Tant d'incertitude et d'obscurité peut surprendre et doit faire honte, si l'on songe qu'il s'agit d'un phénomène qui, avec son cortège de préparatifs, de réparations, de nouveaux préparatifs, semble, eu égard à toutes les conséquences morales et matérielles qu'il entraîne, dominer notre époque et en constituer le fait caractéristique. Le surprenant serait pourtant qu'on fût arrivé à mieux en partant d'une tradition absolument légendaire et illusoire, celle de 1793, et en employant la méthode la plus défectueuse possible, celle qui prétend apprécier chaque guerre par les fins poursuivies et non par le caractère des moyens employés. Ce n'est pas qu'il vaille mieux blâmer en général l'usage de la violence, comme font les purs pacifistes ; la guerre constitue, à chaque époque, une espèce bien déterminée de violence, et dont il faut étudier le mécanisme avant de porter un jugement quelconque. La méthode matérialiste consiste avant tout à examiner n'importe quel fait humain en tenant compte bien moins des fins poursuivies que des conséquences nécessairement impliquées par le jeu même des moyens mis en usage. On ne peut résoudre ni même poser un problème relatif à la guerre sans avoir démonté au préalable le mécanisme de la lutte militaire, c'est-à-dire analysé les rapports sociaux qu'elle implique dans des conditions techniques, économiques et sociales données.

On ne peut parler de guerre en général que par abstraction ; la guerre moderne diffère absolument de tout ce que l'on désignait par ce nom sous

les régimes antérieurs. D'une part la guerre ne fait que prolonger cette autre guerre qui a nom concurrence, et qui fait de la production elle-même une simple forme de la lutte pour la domination ; d'autre part toute la vie économique est présentement orientée vers une guerre à venir. Dans ce mélange inextricable du militaire et de l'économique, où les armes sont mises au service de la concurrence et la production au service de la guerre, la guerre ne fait que reproduire les rapports sociaux qui constituent la structure même du régime, mais à un degré beaucoup plus aigu. Marx a montré avec force que le mode moderne de la production se définit par la subordination des travailleurs aux instruments du travail, instruments dont disposent ceux qui ne travaillent pas ; et comment la concurrence, ne connaissant d'autre arme que l'exploitation des ouvriers, se transforme en une lutte de chaque patron contre ses propres ouvriers, et, en dernière analyse, de l'ensemble des patrons contre l'ensemble des ouvriers. De même la guerre, de nos jours, se définit par la subordination des combattants aux instruments de combat ; et les armements, véritables héros des guerres modernes, sont, ainsi que les hommes voués à leur service, dirigés par ceux qui ne combattent pas. Comme cet appareil de direction n'a pas d'autre moyen de battre l'ennemi que d'envoyer par contrainte ses propres soldats à la mort, la guerre d'un État contre un autre État se transforme aussitôt en guerre de l'appareil étatique et militaire contre sa propre armée ; et la guerre apparaît finalement comme une guerre menée par l'ensemble des appareils d'État et des états-majors contre l'ensemble des hommes valides en âge de porter les armes. Seulement, alors que les machines n'arrachent aux travailleurs que leur force de travail, alors que les patrons n'ont d'autre moyen de contrainte que le renvoi, moyen émoussé par la possibilité pour le travailleur de choisir entre les différents patrons, chaque soldat est contraint de sacrifier sa vie elle-même aux exigences de l'outillage militaire, et il y est contraint par la menace d'exécution sans jugement que le pouvoir d'État suspend sans cesse sur sa tête. Dès lors il importe peu que la guerre soit défensive ou offensive, impérialiste ou nationale ; tout État en guerre est contraint d'employer cette méthode, du moment que l'ennemi l'emploie. La grande erreur de presque toutes les études concernant la guerre, erreur dans laquelle sont tombés notamment tous les socialistes, est de considérer la guerre comme un épisode de la politique extérieure, alors qu'elle constitue avant tout un fait de politique intérieure, et le plus atroce de tous. Il ne s'agit pas ici de considérations sentimentales, ou d'un respect superstitieux de la vie humaine ; il s'agit d'une remarque bien simple, à savoir que le massacre est la forme la plus radicale de l'oppres-

sion ; et les soldats ne s'exposent pas à la mort, ils sont envoyés au massacre. Comme un appareil oppressif, une fois constitué, demeure jusqu'à ce qu'on le brise, toute guerre qui fait peser un appareil chargé de diriger les manœuvres stratégiques sur les masses que l'on contraint à servir de masses de manœuvre doit être considérée, même si elle est menée par des révolutionnaires, comme un facteur de réaction. Quant à la portée extérieure d'une telle guerre, elle est déterminée par les rapports politiques établis à l'intérieur ; des armes maniées par un appareil d'État souverain ne peuvent apporter la liberté à personne.

C'est ce qu'avait compris Robespierre et ce qu'a vérifié avec éclat cette guerre même de 1792 qui a donné naissance à la notion de guerre révolutionnaire. La technique militaire était loin encore à ce moment d'avoir atteint le même degré de centralisation que de nos jours ; cependant, depuis Frédéric II, la subordination des soldats chargés d'exécuter les opérations au haut commandement chargé de les coordonner était fort stricte. Au moment de la Révolution, une guerre devait transformer la France, comme le dira Barère, en un vaste camp, et donner par suite à l'appareil d'État ce pouvoir sans appel qui est le propre de l'autorité militaire. C'est le calcul que firent en 1792 la Cour et les Girondins ; car cette guerre, qu'une légende trop facilement acceptée par les socialistes a fait apparaître comme un élan spontané du peuple dressé à la fois contre ses propres oppresseurs et contre les tyrans étrangers qui le menaçaient, constitua en fait une provocation de la part de la Cour et de la haute bourgeoisie complotant de concert contre la liberté du peuple. En apparence elles se trompèrent, puisque la guerre, au lieu d'amener l'union sacrée qu'elles espéraient, exaspéra tous les conflits, mena le roi, puis les Girondins à l'échafaud et mit aux mains de la Montagne un pouvoir dictatorial. Mais cela n'empêche pas que le 20 avril 1792, jour de la déclaration de guerre, tout espoir de démocratie sombra sans retour ; et le 2 juin ne fut suivi que de trop près par le 9 thermidor, dont les conséquences, à leur tour, devaient bientôt amener le 18 brumaire. À quoi servit d'ailleurs à Robespierre et à ses amis le pouvoir qu'ils exercèrent avant le 9 thermidor ? Le but de leur existence n'était pas de s'emparer du pouvoir, mais d'établir une démocratie effective, à la fois démocratique et sociale ; c'est par une sanglante ironie de l'histoire que la guerre les contraignit à laisser sur le papier la Constitution de 1793, à forger un appareil centralisé, à exercer une terreur sanglante qu'ils ne purent même pas tourner contre les riches, à anéantir toute liberté, et à se faire en somme les fourriers du despotisme militaire, bureaucratique et bourgeois de Napoléon. Du moins restèrent-ils toujours lucides. L'avant-veille de sa

mort, Saint-Just écrivait cette formule profonde : « Il n'y a que ceux qui sont dans les batailles qui les gagnent, et il n'y a que ceux qui sont puissants qui en profitent. » Quant à Robespierre, dès que la question se posa, il comprit qu'une guerre, sans pouvoir délivrer aucun peuple étranger (« on n'apporte pas la liberté à la pointe des baïonnettes »), livrerait le peuple français aux chaînes du pouvoir d'État, pouvoir qu'on ne pouvait plus chercher à affaiblir du moment qu'il fallait lutter contre l'ennemi extérieur. « La guerre est bonne pour les officiers militaires, pour les ambitieux, pour les agioteurs, [...] pour le pouvoir exécutif [...]. Ce parti dispense de tout autre soin, on est quitte envers le peuple quand on lui donne la guerre. » Il prévoyait dès lors le despotisme militaire, et ne cessa de le prédire par la suite, malgré les succès apparents de la Révolution ; il le prédisait encore l'avant-veille de sa mort, dans son dernier discours, et laissa cette prédiction après lui comme un testament dont ceux qui depuis se sont réclamés de lui n'ont malheureusement pas tenu compte.

L'histoire de la Révolution russe fournit exactement les mêmes enseignements, et avec une analogie frappante. La Constitution soviétique a eu identiquement le même sort que la Constitution de 1793 ; Lénine a abandonné ses doctrines démocratiques pour établir le despotisme d'un appareil d'État centralisé, tout comme Robespierre, et a été en fait le précurseur de Staline, comme Robespierre celui de Bonaparte. La différence est que Lénine, qui avait d'ailleurs depuis longtemps préparé cette domination de l'appareil d'État en se forgeant un parti fortement centralisé, déforma par la suite ses propres doctrines pour les adapter aux nécessités de l'heure ; aussi ne fut-il pas guillotiné, et sert-il d'idole à une nouvelle religion d'État. L'histoire de la Révolution russe est d'autant plus frappante que la guerre y constitue constamment le problème central. La révolution fut faite contre la guerre, par des soldats qui, sentant l'appareil gouvernemental et militaire se décomposer au-dessus d'eux, se hâtèrent de secouer un joug intolérable. Kérenski, invoquant avec une sincérité involontaire, due à son ignorance, les souvenirs de 1792, appela à la guerre exactement pour les mêmes motifs qu'autrefois les Girondins ; Trotsky a admirablement montré comment la bourgeoisie, comptant sur la guerre pour ajourner les problèmes de politique intérieure et ramener le peuple sous le joug du pouvoir d'État, voulait transformer « la guerre jusqu'à épuisement de l'ennemi en une guerre pour l'épuisement de la Révolution ». Les bolcheviks appelaient alors à lutter contre l'impérialisme ; mais c'était la guerre elle-même, non l'impérialisme, qui était en question, et ils le virent bien quand, une fois au pouvoir, ils se virent contraints de signer la paix de Brest-Litovsk. L'an-

cienne armée était alors décomposée et Lénine avait répété après Marx que la dictature du prolétariat ne peut comporter ni armée, ni police, ni bureaucratie permanentes. Mais les armées blanches et la crainte d'interventions étrangères ne tardèrent pas à mettre la Russie tout entière en état de siège. L'armée fut alors reconstituée, l'élection des officiers supprimée, trente mille officiers de l'ancien régime réintégrés dans les cadres, la peine de mort, l'ancienne discipline, la centralisation rétablies ; parallèlement se reconstituaient la bureaucratie et la police. On sait assez ce que cet appareil militaire, bureaucratique et policier a fait du peuple russe par la suite.

La guerre révolutionnaire est le tombeau de la révolution et le restera tant qu'on n'aura pas donné aux soldats eux-mêmes, ou plutôt aux citoyens armés, le moyen de faire la guerre sans appareil dirigeant, sans pression policière, sans juridiction d'exception, sans peines pour les déserteurs. Une fois dans l'histoire moderne, la guerre s'est faite ainsi, à savoir sous la Commune ; et l'on n'ignore pas comment cela s'est terminé. Il semble qu'une révolution engagée dans une guerre n'ait le choix qu'entre succomber sous les coups meurtriers de la contre-révolution, ou se transformer elle-même en contre-révolution par le mécanisme même de la lutte militaire. Les perspectives de révolution semblent dès lors bien restreintes ; car une révolution peut-elle éviter la guerre ? C'est pourtant sur cette faible chance qu'il faut miser, ou abandonner tout espoir. L'exemple russe est là pour nous instruire. Un pays avancé ne rencontrerait pas, en cas de révolution, les difficultés qui, dans la Russie arriérée, servent de base au régime barbare de Staline ; mais une guerre de quelque envergure lui en susciterait d'autres pour le moins équivalentes.

À plus forte raison une guerre entreprise par un État bourgeois ne peut-elle que transformer le pouvoir en despotisme, et l'asservissement en assassinat. Si la guerre apparaît parfois comme un facteur révolutionnaire, c'est seulement en ce sens qu'elle constitue une épreuve incomparable pour le fonctionnement de l'appareil d'État. À son contact, un appareil mal organisé se décompose ; mais si la guerre ne se termine pas aussitôt et sans retour, ou si la décomposition n'est pas allée assez loin, il s'ensuit seulement de ces révolutions qui, selon la formule de Marx, perfectionnent l'appareil d'État au lieu de le briser. C'est ce qui s'est toujours produit jusqu'ici. De nos jours la difficulté que la guerre porte à un degré aigu est celle qui résulte d'une opposition toujours croissante entre l'appareil d'État et le système capitaliste ; l'affaire de Briey pendant la dernière guerre en constitue un exemple frappant. La dernière guerre a apporté aux divers appareils d'État une certaine autorité sur l'économie, ce qui a donné lieu au terme tout à fait

erroné de « socialisme de guerre » ; par la suite le système capitaliste s'est remis à fonctionner d'une manière à peu près normale, en dépit des barrières douanières, du contingentement et des monnaies nationales. Dans une prochaine guerre les choses iraient sans doute beaucoup plus loin, et l'on sait que la quantité est susceptible de se transformer en qualité. En ce sens, la guerre peut constituer de nos jours un facteur révolutionnaire, mais seulement si l'on veut comprendre le terme de révolution dans l'acceptation dans laquelle l'emploient les national-socialistes ; comme la crise, la guerre provoquerait une vive hostilité contre les capitalistes, et cette hostilité, à la faveur de l'union sacrée, tournerait au profit de l'appareil d'État et non des travailleurs. Au reste, pour reconnaître la parenté profonde qui lie le phénomène de la guerre et celui du fascisme, il suffit de se reporter aux textes fascistes qui évoquent « l'esprit guerrier » et le « socialisme du front ». Dans les deux cas, il s'agit essentiellement d'un effacement total de l'individu devant la bureaucratie d'État à la faveur d'un fanatisme exaspéré. Si le système capitaliste se trouve plus ou moins endommagé dans l'affaire, ce ne peut être qu'aux dépens et non au profit des valeurs humaines et du prolétariat, si loin que puisse peut-être aller en certains cas la démagogie.

L'absurdité d'une lutte antifasciste qui prendrait la guerre comme moyen d'action apparaît ainsi assez clairement. Non seulement ce serait combattre une oppression barbare en écrasant les peuples sous le poids d'un massacre plus barbare encore, mais encore ce serait étendre sous une autre forme le régime qu'on veut supprimer. Il est puéril de supposer qu'un appareil d'État rendu puissant par une guerre victorieuse viendrait alléger l'oppression qu'exerce sur son propre peuple l'appareil d'État ennemi, plus puéril encore de croire qu'il laisserait une révolution prolétarienne éclater chez ce peuple à la faveur de la défaite sans la noyer aussitôt dans le sang. Quant à la démocratie bourgeoise anéantie par le fascisme, une guerre n'abolirait pas, mais renforcerait et étendrait les causes qui la rendent présentement impossible. Il semble, d'une manière générale, que l'histoire contraigne de plus en plus toute action politique à choisir entre l'aggravation de l'oppression intolérable qu'exercent les appareils d'État et une lutte sans merci dirigée directement contre eux pour les briser. Certes les difficultés peut-être insolubles qui apparaissent de nos jours peuvent justifier l'abandon pur et simple de la lutte. Mais si l'on ne veut pas renoncer à agir, il faut comprendre qu'on ne peut lutter contre un appareil d'État que de l'intérieur. Et en cas de guerre notamment il faut choisir entre entraver le fonctionnement de la machine militaire dont on constitue soi-même un rouage, ou bien aider cette machine à broyer aveuglément les vies humaines. La parole célèbre

de Liebknecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays » prend ainsi tout son sens, et se révèle applicable à toute guerre où les soldats sont réduits à l'état de matière passive entre les mains d'un appareil militaire et bureaucratique ; c'est-à-dire, tant que la technique actuelle persistera, à toute guerre, absolument parlant. Et l'on ne peut entrevoir de nos jours l'avènement d'une autre technique. Dans la production comme dans la guerre, la manière de plus en plus collective dont s'opère la dépense des forces n'a pas modifié le caractère essentiellement individuel des fonctions de décision et de direction ; elle n'a fait que mettre de plus en plus les bras ou les vies des masses à la disposition des appareils de commandement.

Tant que nous n'apercevons pas comment il est possible d'éviter, dans l'acte même de produire ou de combattre, cette emprise des appareils sur les masses, toute tentative révolutionnaire aura quelque chose de désespéré ; car si nous savons quel système de production et de combat nous aspirons de toute notre âme à détruire, on ignore quel système acceptable pourrait le remplacer. Et d'autre part toute tentative de réforme apparaît comme puérile au regard des nécessités aveugles impliquées par le jeu de ce monstrueux engrenage. La société actuelle ressemble à une immense machine qui happerait sans cesse des hommes, et dont personne ne connaîtrait les commandes ; et ceux qui se sacrifient pour le progrès social ressemblent à des gens qui s'agripperaient aux rouages et aux courroies de transmission pour essayer d'arrêter la machine, et se feraient broyer à leur tour. Mais l'impuissance où l'on se trouve à un moment donné, impuissance qui ne doit jamais être regardée comme définitive, ne peut dispenser de rester fidèle à soi-même, ni excuser la capitulation devant l'ennemi, quelque masque qu'il prenne. Et, sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier et militaire ; non pas celui d'en face, qui n'est notre ennemi qu'autant qu'il est celui de nos frères, mais celui qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. Dans n'importe quelle circonstance, la pire trahison possible consiste toujours à accepter de se subordonner à cet appareil et de fouler aux pieds pour le servir, en soi-même et chez autrui, toutes les valeurs humaines.

Certes les difficultés peut-être insolubles qui apparaissent de nos jours peuvent justifier l'abandon pur et simple de la lutte. Mais si l'on ne veut pas renoncer à agir, il faut comprendre qu'on ne peut lutter contre un appareil d'État que de l'intérieur. Et en cas de guerre notamment il faut choisir entre entraver le fonctionnement de la machine militaire dont on constitue soi-même un rouage, ou bien aider cette machine à broyer aveuglément les vies humaines.

[...]

Mais l'impuissance où l'on se trouve à un moment donné, impuissance qui ne doit jamais être regardée comme définitive, ne peut dispenser de rester fidèle à soi-même, ni excuser la capitulation devant l'ennemi, quelque masque qu'il prenne. Et, sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier et militaire ; non pas celui d'en face, qui n'est notre ennemi qu'autant qu'il est celui de nos frères, mais celui qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. Dans n'importe quelle circonstance, la pire trahison possible consiste toujours à accepter de se subordonner à cet appareil et de fouler aux pieds pour le servir, en soi-même et chez autrui, toutes les valeurs humaines.